

Défense : l'Allemagne révèle ses intentions

La guerre en Ukraine agit comme un tremblement de terre : elle fait bouger la tectonique des plaques de l'architecture de sécurité de l'Europe. Déclarée « en état de mort cérébrale » par Emmanuel Macron en novembre 2019, l'Otan en sort renforcée comme jamais avec l'adhésion de la Finlande et de la Suède. Il serait absurde de le déplorer. Plus de 70 % de l'aide militaire apportée à Kiev est d'origine américaine. L'industrie européenne d'armement serait bien en peine de s'y substituer. Lorsque le général de Gaulle avait fait le choix de sortir du commandement intégré - et non du traité - , la France consacrait près

de 4 % de son PIB à la défense. Aujourd'hui, ce n'est même pas 2%. On a la politique de ses moyens... Sans l'Otan, les chars russes tremperaient probablement leurs chenilles dans le Boug aux frontières de la Pologne. De son côté, dessillée de ses illusions pacifistes, l'Allemagne lance dès mai un fonds de réarmement de 100 milliards d'euros.

Il a fallu attendre le 29 août, à l'université de Prague, pour que le chancelier allemand expose sa vision géopolitique, comme une réponse au discours de la Sorbonne du président Macron qui, en 2017, y avait promu « l'autonomie stratégique européenne ». Le discours est ambitieux : fin de la règle de l'unanimité, élargissement à 36 pays, extension des compétences de



JEAN-LOUIS THIÉRIOT

Le chancelier allemand, dans un récent discours exposant sa doctrine en matière de défense, a opposé une fin de non-recevoir aux propositions réitérées d'Emmanuel Macron. La France doit en prendre acte et en tirer les conséquences. Il faut conserver les moyens de notre autonomie militaire et protéger nos savoir-faire industriels, souligne le vice-président de la commission de la défense et des forces armées de l'Assemblée*.

celui d'Olaf Scholz à la Bundesheer (armée de la République d'Autriche, NDLR), le 16 septembre 2022, c'est d'une certaine façon une mauvaise manière faite à la France, une sorte de fin de non-recevoir.

En termes de concept d'abord. Quand notre pays parle d'« autonomie

Il a fallu attendre le 29 août, à l'université de Prague, pour que le chancelier allemand expose sa vision géopolitique. Son discours est une fin de non-recevoir

stratégique », il s'agit de bâtir un pilier européen de la défense du continent, autonome, capable d'initiatives, affranchi des lourdeurs des institutions communautaires, susceptible d'intervenir dans la profondeur stratégique, en Afrique par exemple, sans recourir forcément à l'Otan. Pour Olaf Scholz, les structures doivent être otaniennes ou communautaires, avec la création d'un état-major européen, mais explicitement dédié à des missions périphériques comme l'évacuation de ressortissants ou la formation de pays tiers. Pour le reste, il s'agit exclusivement de défense continentale avec Berlin au premier rang : « en tant que nation la plus peuplée, dotée de la plus grande puissance économique et située au cœur du continent, notre armée doit devenir la pierre angulaire de la défense conventionnelle en Europe, la force armée la mieux équipée d'Europe ».

Pour l'illustrer, il évoque un projet de défense aérienne commune avec la Pologne, les Pays-Bas, la République tchèque, la Slovaquie et les Scandinaves. La France n'est même pas citée... Le lieu où ce discours a été prononcé n'est pas anodin. Prague est une ancienne capitale du Saint Empire romain germanique et Olaf Scholz a invoqué l'empereur Charles IV. Nul besoin d'être grand clerc pour mesurer qu'en s'appuyant sur les pays

de la ligne de front avec la Russie, c'est le concept géopolitique de la Mitteleuropa que Berlin ressuscite.

Ensuite, en termes capacitaires, le camouflet à la France est plus grave encore. Caprus s'être tourné vers les Américains pour les F35, ou le programme Maws, futur avion de patrouille maritime, et avoir renoncé au Tigre standard 3 avec la France, les deux projets franco-allemands majeurs, le MGCS pour les blindés et le Scaf pour l'avion de combat du futur, ne sont pas évoqués.

Ces deux programmes sont devenus un serpent de mer et un jeu de poker menteur. Alors que pour le MGCS il était prévu une répartition 50 - 50 entre Nexter (KNDS) et Krauss-Maffei, la partie allemande a rajouté dans la corbeille la participation de Rheinmetall. Rien n'est réglé à ce jour. Quant au Scaf, alors qu'il avait été convenu d'adopter la logique du « best athlete », c'est - à - dire de confier à l'entreprise la plus qualifiée, en l'espèce Dassault (1), le soin de concevoir l'avion

Première puissance militaire du continent, avec une armée d'emploi, habituée au fracas des armes, la France doit le rester

de combat du futur, Airbus Defence, partenaire du projet et GmbH de droit allemand, tente d'obtenir la copropriété des brevets sur les commandes de vol dont la France est le leader incontesté. À ce jour, la signature de tous les contrats est suspendue.

De plus Olaf Scholz a dénoncé « le nombre inextricable de systèmes d'armes et d'équipements militaires ainsi que la concurrence entre les différentes entreprises d'armement » et a invité ses partenaires à jouer davantage sur l'Occar (organisation conjointe de coopération en

matière d'armement) qui fonctionne sur le principe du « juste retour industriel » et non du « best athlete ». Pour enfoncer le clou, le chef d'état-major allemand a précisé : « Je veux des matériels qui volent, qui volent et qui sont disponibles sur le marché. Pas de développement de solutions européennes, qui ne marchent pas. » La porte ouverte à l'acquisition sur étagerie de matériels américains !

Enfin notre voisin d'outre-Rhin réaffirme sa volonté d'un contrôle européen des exportations d'armement, ce qui serait une perte majeure de souveraineté et en contradiction avec le modèle de financement de notre BITD (base industrielle et technologique de défense) fondée sur le grand export.

Cette nouvelle donne appelle à la lucidité et à l'effort. Première puissance militaire du continent, avec une armée d'emploi, habituée au fracas des armes, la France doit le rester. Même si elle a une position particulière, en raison de son statut d'État nucléaire, elle ne peut, sans renoncer à son rang, abandonner son leadership conventionnel. Après avoir été distancée économiquement, cela signifierait un déclassement diplomatique. Concrètement, cela signifie une LPM (loi de programmation militaire) à la hauteur de ces défis et une grande vigilance

dans les programmes de coopération pour s'assurer que des gains symboliques ne soient pas payés au prix de renforcements capacitaires ou industriels. Cela suppose aussi d'avoir toujours des plans B à l'esprit, ne serait-ce que pour négocier !

À ce prix seulement, notre outil de défense restera un multiplicateur de puissance.

* Jean-Louis Thiériot est député LR de Seine-et-Marne.

(1) Le groupe Dassault est propriétaire du « Figaro ».